

[Ukraine](#) | [Israël/Hamas](#) | [Faits divers](#) | [Accueil](#) | [Monde](#) | [Ukraine](#) | [Guerre en Ukraine \(direct\): Kiev répond au pape: l'Ukraine ne hissera «jamais» le drapeau blanc](#)

Guerre en Ukraine (direct)

Kiev répond au pape: l'Ukraine ne hissera «jamais» le drapeau blanc

Suivez en direct l'actualité de ce conflit en Europe.

LIVE

Publié: 24.01.2022, 16h31

La situation actuelle en Ukraine



Actualisé le mardi 5 mars


Carte: wig, pra; Source: [Institute for the Study of War](#)

15h08

Kiev répond au pape: l'Ukraine ne hissera «jamais» le

drapeau blanc




Kiev a juré dimanche de ne jamais se rendre face à la Russie, en réaction à l'appel lancé par le pape François aux belligérants du conflit en Ukraine d'avoir «le courage de hisser le drapeau blanc et de négocier».

Dmytro Kuleba  X
@DmytroKuleba · [Follow](#)

The strongest is the one who, in the battle between good and evil, stands on the side of good rather than attempting to put them on the same footing and call it "negotiations".

At the same time, when it comes to the white flag, we know this Vatican's strategy from the first half... [Show more](#)

2:31 PM · Mar 10, 2024 i

 2.8K  Reply  Copy link

[Read 187 replies](#)

«Notre drapeau est jaune et bleu. C'est le drapeau pour lequel nous vivons, nous mourrons et triomphons. Nous ne hisserons jamais d'autres drapeaux», a déclaré le chef de la diplomatie ukrainienne, Dmytro Kuleba, dans un message sur X (ex-Twitter).

10h19

Un mort dans le bombardement ukrainien d'un village frontalier russe

Une femme a été tuée dimanche dans un bombardement ukrainien visant un village frontalier russe, a annoncé un gouverneur russe, tandis que les autorités ukrainiennes ont fait état de neuf blessés dans des tirs de missiles russes dans l'est.

«Aujourd'hui, le village de Kulbaki a été bombardé depuis l'Ukraine», a indiqué le gouverneur russe de la région de Koursk, Roman Starovoyt. «Une femme a été tuée». Par ailleurs, trois missiles S-300 russes ont frappé la ville de Myrnograd, dans l'est de l'Ukraine, faisant neuf blessés, dont un adolescent, selon le res-

ponsable ukrainien de la région de Donetsk, Vadym Filachkine.

10h12

L'armée ukrainienne affirme avoir abattu 35 drones russes

L'armée de l'air ukrainienne a affirmé dimanche qu'elle avait abattu 35 drones Shahed de fabrication iranienne, sur un total de 39 lancés par la Russie dans la nuit.



AFP/Juan BARRETO

«Trente-cinq Shahed ont été abattus» au-dessus de 10 régions du centre et du sud de l'Ukraine, a-t-elle précisé sur les réseaux sociaux.

Hier, 15h38

Trois civils ont été tués dans des bombardements en Ukraine

Des bombardements russes ont tué au moins trois civils et blessé trois autres dans les régions de Dnipropetrovsk, de Kherson et Donetsk, situées dans le centre-est, le sud et l'est de l'Ukraine, ont indiqué samedi les autorités.

Dans le village de Olguivka, sur la rive du fleuve Dniepr tenue par

Kiev, une femme de 58 ans est morte lors d'un «bombardement d'artillerie» qui a aussi blessé un homme de 49 ans, a indiqué le ministère ukrainien de l'Intérieur.

Dans le quartier Korabelny de la ville de Kherson, capitale régionale reconquise par l'armée ukrainienne à l'automne 2022, un garçon de 7 ans a été blessé lors d'un «tir de roquette» près d'un bâtiment résidentiel, selon la même source.

Plus au nord, des tirs d'artillerie russes, selon le ministère ukrainien de l'Intérieur, ont touché la localité de Tchervonogrygorivka, près de la ville de Nikopol dans la région de Dnipropetrovsk.



AFP/Anatolii STEPANOV

Ces tirs ont atteint deux frères de 16 et 22 ans. «Le plus jeune est mort de ses blessures, l'aîné a été conduit à l'hôpital avec des blessures graves, les médecins se battent pour sa vie», a indiqué le ministère.

Dans la région de Donetsk (est), soumise à des combats permanents, un homme de 46 ans a perdu la vie lors de frappes sur la localité de Tchassiv Iar, a indiqué le gouverneur Vadym Filachkine.

Plus tôt, M. Filachkine avait affirmé que près de 200 personnes, dont 21 enfants, avaient été évacués de villages proches du front du fait de combats intenses. L'armée russe a conquis en février dans cette région la ville-fortesse d'Avdiïvka et poursuit une of-

fensive dans ce secteur.

L'armée de l'air ukrainienne a par ailleurs affirmé samedi avoir abattu 12 drones Shahed de fabrication iranienne, sur un total de 15 lancés par la Russie dans les régions de Donetsk, Dnipropetrovsk et Poltava.

Hier, 09h43

Moscou affirme avoir détruit 47 drones ukrainiens près de Rostov

La Russie a affirmé samedi avoir détruit 47 drones ukrainiens dans la nuit, principalement dans la région de Rostov, frontalière de l'Ukraine.



AFP/Juan BARRETO

«Les systèmes de défense aérienne ont intercepté et détruit un drone sur le territoire de la région de Belgorod, deux dans celle de Koursk, trois dans la région de Volgograd et 41 dans celle de Rostov», a annoncé l'armée russe sur les réseaux sociaux.

08.03.2024, 19h59

La Turquie est prête à accueillir un sommet Russie-Ukraine, dit Erdogan

La Turquie est prête à accueillir un sommet Russie-Ukraine, a af-

firmé vendredi le président turc Recep Tayyip Erdogan. Il reçoit son homologue ukrainien Volodymyr Zelensky à Istanbul. «Nous sommes prêts à accueillir un sommet de la paix auquel la Russie participera», a déclaré le chef de l'Etat qui s'adressait à la presse au côté du président ukrainien.

Volodymyr Zelensky est arrivé vendredi en Turquie pour une visite au cours de laquelle il doit évoquer la guerre avec la Russie et la navigation en mer Noire avec son homologue turc.



Le président turc Recep Tayyip Erdogan.

AFP

La Turquie, membre de l'Otan, a cherché à maintenir de bonnes relations à la fois avec Moscou et Kiev depuis l'attaque russe à grande échelle lancée contre l'Ukraine il y a deux ans. M. Erdogan se présente comme un intermédiaire entre les belligérants.

08.03.2024, 18h28

Kiev s'inquiète de l'aide occidentale «au compte-gouttes»

Le chef de la diplomatie ukrainienne a mis en garde vendredi les Occidentaux contre l'«aide au compte-gouttes» fournie à Kiev, affirmant que des livraisons régulières de matériel militaire permettraient d'éviter une extension de la guerre hors d'Ukraine.



Le chef de la diplomatie ukrainienne Dmytro Kuleba

AFP/ Yuki IWAMURA

«La stratégie consistant à fournir de l'aide à l'Ukraine au compte-gouttes ne fonctionne plus», a déclaré Dmytro Kouleba lors d'une visite à Vilnius, appelant à des fournitures «sans restriction et en temps voulu» d'armes et de munitions.

08.03.2024, 18h07

La Russie pratique des tortures systématiques en Ukraine

Devant le Conseil des droits de l'homme à Genève, Alice Jill Edwards, rapporteuse spéciale de l'ONU sur la torture, a fait état de plus de 100'000 crimes de guerre, documentés à 90% pour des actes de torture. Lire notre article.



Alice Jill Edwards, rapporteuse spéciale de l'ONU sur la torture, estime que la Russie pratique une «politique délibérée» de torture en Ukraine.

UN Photo/Loey Felipe

08.03.2024, 15h46

Prague a réuni des fonds pour acheter 300'000 obus pour l'Ukraine

Le premier ministre tchèque Petr Fiala a déclaré vendredi que son initiative de fournir à l'Ukraine des munitions produites en dehors de l'Europe avait réuni des fonds nécessaires pour acheter 300'000 obus, révisant à la baisse les chiffres fournis la veille par le président.

Le chef de l'Etat Petr Pavel avait dit jeudi que l'Ukraine recevrait 800'000 obus dans les semaines à venir, dix-huit pays donateurs s'étant engagés à fournir un financement suffisant.

«Nous avons réussi à réunir suffisamment d'argent pour acheter le premier lot de 300'000 obus d'artillerie», a déclaré vendredi le Premier ministre, rectifiant les propos de M. Pavel sans donner d'explications. «Cependant, notre objectif est de fournir bien plus! Nous continuons à chercher des partenaires afin de pouvoir continuer à soutenir l'Ukraine dans sa lutte courageuse contre l'agresseur russe», a-t-il ajouté sur le réseau social X.

Petr Fiala @P_Fiala · [Follow](#)

Many thanks to all the countries that have joined the Czech initiative to purchase ammunition for Ukraine so far. We have managed to raise enough money to buy the first batch of 300,000 artillery shells. However, our goal is to deliver much more!

Our work and our help to Ukraine... [Show more](#)

10:26 AM · Mar 8, 2024



 2K  Reply  Copy link

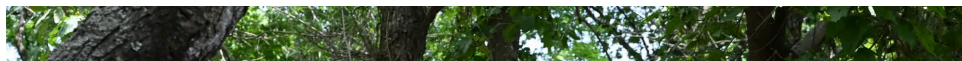
[Read 88 replies](#)

Le mois dernier, M. Pavel avait affirmé lors d'une conférence sur la sécurité à Munich que la République tchèque, membre de l'UE et de l'OTAN et comptant 10,8 millions d'habitants, était en mesure de collecter une quantité importante d'armes pour l'Ukraine en dehors du continent.

Il avait alors déclaré qu'en collaboration avec le Canada et le Danemark, les Tchèques avaient «identifié» 500'000 obus de 155 millimètres et 300'000 obus de 122 millimètres.

L'initiative devait permettre de pallier les carences de l'industrie européenne de défense, qui peine à répondre à la demande d'obus d'artillerie de Kiev face aux avancées russes.

Le quotidien Financial Times avait précédemment rapporté que Prague cherchait à réunir 1,5 milliard de dollars pour payer les munitions. Depuis des mois, les forces ukrainiennes sont confrontées à un manque de munitions alors qu'elles tentent de repousser les troupes russes, qui ont envahi le pays en février 2022.





AFP

Les bailleurs de fonds de Kiev ont envoyé des millions d'obus à l'Ukraine, mais les stocks s'épuisent. Certains alliés européens de l'Ukraine se sont également montrés réticents jusqu'à présent à financer les dépenses de défense pour un pays qui n'est pas membre de l'UE.

Par ailleurs, un programme d'aide américain d'un montant de 60 milliards de dollars a été bloqué en raison de querelles au sein du Congrès.

La Belgique, la Grande-Bretagne, le Canada, le Danemark, la France, l'Allemagne, la Lituanie, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède figurent parmi les pays qui contribuent au projet mené par la République tchèque.

Les Pays-Bas se sont engagés à verser 100 millions d'euros (109 millions de dollars), tandis que l'Allemagne a proposé une «somme à trois chiffres» de millions d'euros. L'an dernier, l'UE a promis de fournir à l'Ukraine d'ici mars 2024 un million de munitions, mais sa promesse n'a pas été tenue.

08.03.2024, 15h24

La torture est une «politique délibérée» des Russes en Ukraine, dit une experte de l'ONU

Les forces armées russes et leurs supplétifs recourent de manière

systématique à la torture dans les territoires occupés de l'Ukraine, devenue ainsi une «politique délibérée», a déclaré vendredi une experte des Nations unies.



Des experts de la police ukrainienne exhument le corps de Yury Kryvykh, 59 ans, un habitant de la région qui aurait été torturé et tué dans le village de Savyntsi près de Balaklia, dans la région de Kharkiv, le 29 septembre 2023, lors de l'invasion russe de l'Ukraine (image d'illustration).

SERGEY BOBOK/AFP

«Le nombre d'accusations crédibles de torture et d'autres formes de traitements ou châtiments cruels, inhumains ou humiliants» indique que «la torture est un élément de la politique de guerre de la Russie», a déclaré Alice Jill Edwards, rapporteure spéciale de l'ONU sur la torture.

«Ces crimes graves ne semblent pas être le fruit du hasard ou d'un accident», a dit, devant le Conseil des droits de l'homme des Nations unies, l'experte qui s'était rendue en Ukraine en septembre.

Elle a précisé aux journalistes avoir appris auprès des procureurs ukrainiens l'ouverture d'environ 103'000 dossiers liés à des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, et que 90% d'entre eux étaient enregistrés comme des cas de torture.

Alice Jill Edwards, qui a dit avoir examiné elle-même des dizaines d'affaires d'exactions présumées commises par les forces russes et leurs alliés, a déclaré qu'il y avait manifestement «une intention et un but dans la pratique de la torture qui ne peuvent être

décrits comme un comportement aberrant ou un comportement ad hoc».

Dans un rapport rédigé à la suite de sa visite, Alice Jill Edwards a établi que «la torture a été pratiquée de manière organisée et systématique» et que les mêmes pratiques auraient été mises en œuvre dans différentes régions occupées. Ses conclusions, a-t-elle déclaré au Conseil, indiquent «une autorisation directe et une politique délibérée».

Alice Jill Edwards et les autres rapporteurs spéciaux sont des experts indépendants missionnés par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, mais ne s'expriment pas au nom des Nations unies.

Vendredi, elle a appelé Moscou à «émettre une directive forte et sans équivoque [...] indiquant que la torture n'est jamais admissible et qu'elle sera punie».

Alice Jill Edwards, qui n'a pas été autorisée à se rendre en Russie, a également exhorté ce pays à «ouvrir des enquêtes sur ces accusations, et autoriser des inspecteurs internationaux à se rendre sur tous les lieux de privation de liberté et à observer les procédures pénales».

Elle a par ailleurs affirmé que «les autorités ukrainiennes font des efforts sincères pour traiter les prisonniers de guerre avec respect».

Son rapport a toutefois soulevé plusieurs préoccupations concernant les conditions de détention dans un établissement pénitentiaire à Lviv (ouest de l'Ukraine), avec la détention de ressortissants ukrainiens accusés de collaborer avec les Russes.

Elle a reçu «plusieurs accusations de traitements abusifs de la part de fonctionnaires ukrainiens», principalement en rapport avec la capture, l'arrestation et le transit de prisonniers.

«J'appelle les autorités ukrainiennes à enquêter rapidement sur ces accusations, à renforcer la formation et les mesures disciplinaires et autres mesures préventives, et à garantir la protection

de tous les droits légaux de tous les plaignants et détenus», a-t-elle déclaré.

08.03.2024, 14h29

Zelensky est en Turquie pour évoquer la guerre en Ukraine avec Erdogan

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky est arrivé vendredi en Turquie pour une visite au cours de laquelle il doit évoquer la guerre avec la Russie et la navigation en mer Noire avec son homologue Recep Tayyip Erdogan.

Les deux dirigeants doivent se rencontrer au palais de Dolmabahce à Istanbul et tenir une conférence de presse vendredi soir, selon le programme publié par la présidence turque.

Selon la présidence ukrainienne, les deux hommes discuteront de «la sécurité de la navigation en mer Noire, de la stabilité alimentaire mondiale et de la libération des prisonniers ukrainiens et des prisonniers politiques détenus par l'Etat russe».

La Turquie, membre de l'Otan, a cherché à maintenir de bonnes relations à la fois avec Moscou et Kiev depuis l'attaque russe à grande échelle lancée contre l'Ukraine il y a deux ans. M. Erdogan se présente comme un intermédiaire entre les belligérants.



Le président ukrainien (gauche) et son homologue turc Tayyip Erdogan.

(Archives)

AFP/OZAN KOSE

Une source diplomatique turque a déclaré à l'AFP vendredi qu'Ankara soulignera une nouvelle fois son «soutien ferme à l'intégrité territoriale, à la souveraineté et à l'indépendance de l'Ukraine, y compris en ce qui concerne la Crimée», annexée en 2014 par Moscou.

Dans les premières semaines de la guerre, la Turquie avait accueilli des pourparlers de paix entre Moscou et Kiev, qui avaient échoué. Elle espère pouvoir les relancer.

«Les deux parties ont atteint la limite de ce qu'elles peuvent obtenir par la guerre», a estimé début mars le ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan, prônant l'instigation d'«un dialogue en vue d'un cessez-le-feu».

Liens avec la Russie

La position stratégique de la Turquie en mer Noire et son contrôle du détroit du Bosphore lui confèrent un rôle militaire, politique et économique unique dans le conflit.

En juillet 2022, Ankara avait participé avec l'ONU à la négociation d'un accord entre Moscou et Kiev sur l'exportation des céréales ukrainiennes via la mer Noire, dont la Russie s'est finalement retirée un an plus tard.

Depuis, Kiev a lancé un autre itinéraire d'exportation qui longe la côte et évite les eaux internationales contestées.

La Turquie avait en revanche provoqué la colère de Moscou l'année dernière en permettant à des commandants du régiment ultranationaliste Azov, bête noire de Moscou, de rentrer en Ukraine, malgré un accord avec la Russie prévoyant qu'ils restent sur place jusqu'à la fin des hostilités.

Lors de sa visite, M. Zelensky doit aussi se rendre sur des chantiers navals où sont construites des corvettes pour sa marine et

rencontrer des entrepreneurs turcs du secteur de la défense, se-

lon la présidence ukrainienne.

La rencontre entre MM. Zelensky et Erdogan intervient une semaine après la visite en Turquie du ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, qui s'était entretenu avec son homologue turc, Hakan Fidan, lors d'un forum diplomatique à Antalya.

Le président russe Vladimir Poutine doit également se rendre en Turquie à une date qui n'a pas encore été fixée.

Les liens entre la Turquie et la Russie ont suscité la crispation des Occidentaux, qui accusent Ankara de faciliter le contournement des sanctions par Moscou en exportant certains biens vers la Russie.

Les Etats-Unis ont sanctionné plusieurs entreprises turques pour avoir aidé Moscou à acheter des marchandises susceptibles d'être utilisées par ses forces armées.

08.03.2024, 14h11

«Il faut arrêter Vladimir Poutine», plaide la présidente moldave

La présidente de la Moldavie Maia Sandu a plaidé pour un soutien accru à l'Ukraine, rempart pour son pays «tant que Kiev résiste», en jugeant qu'il fallait «arrêter Vladimir Poutine» pour la sécurité de l'Europe, dans un entretien au Monde publié vendredi.

«Aujourd'hui, nous nous sentons en sécurité grâce à la résistance des Ukrainiens, mais l'Europe – non seulement l'Europe, mais aussi tous les pays qui tiennent au respect de leurs frontières – devraient comprendre qu'il faut arrêter Vladimir Poutine. Si nous voulons la paix, nous devons aider l'Ukraine par tous les moyens», a affirmé au quotidien français la cheffe de l'Etat de ce pays situé entre la Roumanie et l'Ukraine.





La présidente de la Moldavie Maia Sandu

AFP

«Je crois que beaucoup (d'Européens) comprennent maintenant que Vladimir Poutine ne s'arrêtera pas. Nous devons (...) trouver le moyen d'être plus efficaces dans le soutien à l'Ukraine», insiste-t-elle, en marge d'une visite officielle à Paris.

Maia Sandu s'est félicitée de l'accord de défense signé jeudi avec la France, «une première étape pour aider à renforcer la sécurité de la Moldavie et de la région».

Cet accord prévoit notamment l'ouverture dans les prochains mois d'une mission de défense permanente à Chisinau. Il n'inclut toutefois pas de garanties de sécurité, précise-t-on de source diplomatique moldave.



Le président russe Vladimir Poutine.

AFP/Mikhail METZEL

La Moldavie est cible d'une «ingérence» russe qui «augmente à

mesure que» ce pays progresse «vers l'intégration dans l'Europe», pointe la présidente de ce pays de 2,6 millions d'habitants.

Chisinau craint notamment une poussée de désinformation à l'approche du scrutin présidentiel et du référendum sur l'adhésion à l'UE prévus à l'automne, alors que les 27 ont décidé en décembre d'ouvrir des négociations officielles d'adhésion avec la Moldavie.

Pression russe

Selon des experts, la Russie, mécontente de voir Chisinau se tourner vers l'UE, utilise notamment la région séparatiste moldave de Transdniestrie pour faire pression sur Chisinau.

Fin février, des séparatistes prorusses de Transdniestrie ont demandé à la Russie des «mesures de protection» face à la «pression accrue» qu'exerce, selon eux, la Moldavie.

Cependant, «la situation en Transdniestrie est stable», soutient la présidente moldave. «Cet «appel» (des séparatistes) est arrivé dans une période où le régime de Tiraspol a demandé, à la fois, à la Russie, à l'Union européenne, à l'Organisation de coopération et de développement économiques et aux Nations unies de l'argent, mais pas un soutien militaire».

Elle assure par ailleurs qu'un nombre «considérable de personnes» de cette région ont «demandé un passeport» moldave depuis le début de la guerre.

«Aujourd'hui, 90% des Transdniestriens possèdent ce passeport. Cela signifie qu'ils comprennent l'importance de la paix et qu'ils veulent lier leur avenir à la République de Moldavie», estime-t-elle. «Nous avons aussi vu beaucoup de jeunes hommes se déplacer vers Chisinau pour éviter d'être enrôlés dans l'armée russe», affirme-t-elle.

08.03.2024, 14h06

Russie: deux morts dans une frappe ukrainienne sur un

village d'une région frontalière

Deux personnes ont été tuées et une autre grièvement blessée vendredi dans une frappe de drones ukrainiens sur un village de la région russe de Belgorod, frontalière de l'Ukraine et régulièrement touchée par des tirs, a indiqué le gouverneur régional.

«Les abords du village de Rojdestvenska, dans le district de Graïvoron, ont été attaqués par les forces armées ukrainiennes à l'aide de trois drones kamikazes. Les explosions ont fait deux morts et un troisième homme a été grièvement blessé», a indiqué Viatcheslav Gladkov sur Telegram.

La région de Belgorod, comme d'autres régions frontalières de l'Ukraine, est visée depuis des mois quasi quotidiennement par des attaques de drones, de missiles ou d'artillerie.



AFP

Mardi, le renseignement militaire ukrainien avait revendiqué une attaque de drone sur un dépôt de pétrole dans le village de Dolgoe, à environ 90 km au nord de Belgorod, la capitale régionale.

La ville de Belgorod avait elle été visée fin décembre par une frappe ukrainienne particulièrement meurtrière, qui avait fait 25 morts et plus d'une centaine de blessés. Il s'agissait de l'attaque la plus sanglante contre des civils en Russie depuis le début de l'offensive à grande échelle contre l'Ukraine.

Des centaines de personnes, en particulier des enfants, avaient

été évacués de Belgorod après cette frappe.

08.03.2024, 11h02

Ministre français des Armées: l'envoi de troupes au sol «combattantes» en Ukraine, pas sur la table

L'envoi «de troupes au sol combattantes» en Ukraine n'est pas sur la table, a clarifié vendredi le ministre français des Armées, Sébastien Lecornu, annonçant en revanche que trois entreprises françaises allaient produire ou entretenir de l'armement sur le sol ukrainien.



Le ministre français des Forces armées, Sébastien Lecornu, quitte le Palais présidentiel de l'Élysée après la réunion hebdomadaire du cabinet, le 6 mars 2024 (illustration).

STEPHANE DE SAKUTIN/AFP

Le 26 février, le président Emmanuel Macron a suscité une intense polémique en refusant d'exclure «par principe» l'option d'un envoi de troupes occidentales en Ukraine à l'avenir, à l'issue de la conférence de Paris qui a réuni des dirigeants de pays alliés de l'Ukraine, essentiellement européens.

Selon le ministre des Armées, la phrase du chef de l'Etat français a été «largement sortie du contexte».

«Des hypothèses ont été mises clairement sur la table et pas des

troupes au sol combattantes comme ça a pu être dit ici ou là, puisque précisément lors de cette conférence de presse le président de la République a dit qu'il n'y avait pas de cobelligérance», a déclaré Sébastien Lecornu sur BFMTV.

Il existe des chemins à explorer pour «du déminage, pour de la formation de soldats ukrainiens sur le sol ukrainien. Plus l'Ukraine aura besoin de conscrire, de lever son armée, plus les besoins de massifier la formation sont importants», a-t-il ajouté.

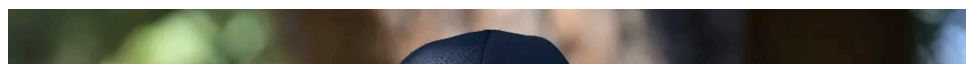
Le ministre a également précisé que trois entreprises françaises allaient créer des partenariats pour produire et entretenir des armes et pièces détachées sur le sol ukrainien : le fabricant de drones Delair, Nexter, la branche française de l'entreprise franco-allemande KNDS qui produit les canons Caesar livrés à Kiev et Arquus, fabricant français de matériel militaire terrestre qui a passé un contrat pour entretenir des véhicules de l'avant blindé (VAB).

Vingt-huit pays au total ont participé jeudi à une réunion de suivi de la conférence de Paris consacrée au soutien à l'Ukraine.

Les ministres de la Défense et/ou des Affaires étrangères de ces pays ont planché sur huit chantiers: munitions, principes de déstockage, cyber et guerre électronique, protection de la frontière, protection des Etats vulnérables, déminage, production industrielle sur place en Ukraine et la «9e coalition» sur les missiles.

08.03.2024, 10h19

Inde: arrestation de plusieurs personnes suspectées de recruter pour la Russie





Sheikh Mohammad Tahir, un ressortissant indien, a été recruté par la Russie pour combattre en Ukraine avant de fuir.

SAM PANTHAKY/AFP

Les autorités indiennes ont affirmé jeudi soir avoir arrêté des membres d'un réseau de «trafiquants» soupçonnés d'avoir recruté et envoyé des citoyens indiens combattre en Ukraine pour l'armée russe.

Deux ans après le début de l'invasion russe en Ukraine, des dizaines de milliers de soldats ont été tués et Moscou cherche à enrôler des soldats dans le monde entier.

En février, plusieurs soldats indiens avaient raconté à l'AFP avoir accepté de s'enrôler en échange de salaires alléchants et d'un passeport russe.

Des enquêteurs du Bureau central d'enquête (CBI) ont effectué jeudi des descentes dans 13 localités et arrêté «plusieurs suspects» pour les interroger, selon un communiqué publié dans la soirée.

«Ces trafiquants opéraient à la manière d'un réseau organisé et attiraient des ressortissants indiens par le biais des réseaux sociaux comme Youtube (...) et par l'intermédiaire de leurs contacts/agents locaux pour leur proposer des emplois très bien rémunérés en Russie», ajoute-t-il.

«Les ressortissants indiens victimes de ce trafic ont été formés pour combattre sur le front et déployés sur le champ de bataille entre la Russie et l'Ukraine contre leur volonté», poursuit le

communiqué.

Cette agence gouvernementale dit avoir identifié «environ 35 cas» où des ressortissants indiens ont été envoyés en Russie pour combattre en Ukraine à leur insu.

Le ministère indien des Affaires étrangères avait précédemment indiqué qu'une vingtaine d'Indiens étaient «coincés» dans l'armée russe, affirmant travailler à ce que ces hommes soient libérés de leurs obligations.

Le CBI a mentionné le nom de quatre personnes suspectées d'être impliquées dans ce réseau de «trafiquants», dont celui de Faisan Khan, un agent de recrutement basé à Dubaï qui avait déclaré à l'AFP avoir aidé 16 ressortissants indiens à se rendre en Russie entre novembre et décembre 2023.

Il avait déclaré avoir été «surpris» d'apprendre que des recrues avaient dû manipuler des armes et avait ensuite «décidé de mettre un terme au processus de recrutement».

Plusieurs Indiens recrutés ainsi pour un travail qui devait n'être que «de soutien» à l'armée russe ont raconté à l'AFP qu'ils avaient, une fois enrôlés, été entraînés au maniement des armes avant d'être envoyés sur le front en Ukraine.

L'Inde, vieille alliée de Moscou, a refusé de condamner explicitement l'invasion de l'Ukraine.

08.03.2024, 07h40

Kiev et Moscou disent avoir abattu des dizaines de drones ennemis

L'Ukraine et la Russie ont déclaré avoir abattu des dizaines de drones dans la nuit de jeudi à vendredi, alors que les deux parties lançaient des attaques nocturnes contre des cibles situées derrière des lignes de front.





Cette photographie prise le 2 mars 2024 montre un immeuble d'habitation de plusieurs étages lourdement endommagé à la suite d'une attaque de drone russe, à Odessa (archive).

Oleksandr GIMANOV/AFP

Selon l'armée de l'air ukrainienne, la Russie a tiré pendant la nuit 37 drones explosifs iraniens «Shahed» et trois missiles sur le territoire ukrainien.

«À la suite des opérations de combat, 33 Shahed ont été abattus» dans les régions de Kirovograd (centre), Odessa, Kherson, Mykolaïv (sud) et Kharkiv (nord-est), a-t-elle indiqué sur Telegram.

Dans la région de Kharkiv qui subit de fréquentes attaques d'artillerie, de roquettes et de drones, cinq personnes dont un enfant de trois ans ont été blessées dans une frappe, a annoncé le gouverneur Oleg Synegoubov qui a publié sur son compte Telegram des photos montrant des magasins avec des vitrines explosées et un cratère à côté d'un immeuble résidentiel.

À Moscou, le ministère de la Défense a déclaré avoir intercepté 16 drones ukrainiens vendredi à l'aube. Quinze d'entre eux ont été détruits dans la région méridionale de Volgograd, dont la partie la plus proche se trouve à environ 300 kilomètres des lignes de front dans l'est de l'Ukraine.

Un autre drone a été abattu au-dessus de la région frontalière de Belgorod, selon le ministère russe.

Belgorod a connu de multiples bombardements et attaques aé-

riennes depuis l'invasion russe en Ukraine en février 2022.

Les drones – à la fois des engins explosifs et des appareils équipés de caméras avancées pour la reconnaissance – sont largement utilisés dans cette guerre.

08.03.2024, 04h30

«Je ne plierai pas» face à Poutine, promet Biden, qui exhorte le Congrès à aider l'Ukraine

Le président américain Joe Biden a assuré jeudi qu'il ne «plierait pas» face à son homologue russe Vladimir Poutine, exhortant le Congrès à voter l'aide à l'Ukraine pour «arrêter Poutine» dans son invasion.

Dans son discours au Congrès sur l'état de l'Union, le président démocrate a accusé son prédécesseur et probable adversaire républicain à l'élection présidentielle de novembre, Donald Trump, de «se soumettre» à Vladimir Poutine.

«Je vous assure que Poutine ne s'arrêtera pas à l'Ukraine. Mais l'Ukraine peut arrêter Poutine si nous la soutenons et lui fournissons les armes dont elle a besoin pour se défendre», a-t-il assuré, exhortant le Congrès à débloquer l'aide à Kiev, gelée depuis des mois par les querelles partisans entre démocrates et républicains. «C'est tout ce que demande l'Ukraine. Elle ne réclame pas de soldats américains», a-t-il ajouté, en allusion au débat lancé par les propos du président français Emmanuel Macron sur le possible déploiement de troupes.

«Mon message au président Poutine, que je connais depuis longtemps, est simple: nous ne laisserons pas tomber. Nous ne plierons pas. Je ne plierai pas», a-t-il martelé. «L'Histoire nous regarde», a affirmé le président américain.

Il a qualifié de «scandaleux» les propos de Donald Trump qui s'est dit prêt, lors d'un meeting électoral en février, à laisser la Russie s'en prendre aux pays de l'Otan qui ne contribueraient pas suffisamment aux efforts collectifs de défense de l'Alliance atlantique. Joe Biden a accusé son adversaire de «se soumettre» ainsi à Vladi-

mir Poutine.

Il a également salué la présence dans l'assistance du Premier ministre suédois Ulf Kristersson, dont le pays rejoint formellement l'Otan.

07.03.2024, 21h22

L'Ukraine va démobiliser certains conscrits de l'armée

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a signé jeudi un décret autorisant la démobilisation de conscrits qui avaient rejoint l'armée avant l'invasion russe de février 2022 et ont déjà terminé leur service, à un moment où le recrutement est une question particulièrement sensible.

Cela concerne les conscrits dont le service militaire a été prolongé alors qu'il aurait dû s'achever entre le 24 février 2022, date à laquelle la loi martiale a été proclamée en réaction à l'offensive de la Russie, et aujourd'hui, selon un décret publié par la présidence. Les autorités n'ont pas précisé combien de personnes étaient concernées.

Volodymyr Zelensky, dans son message à la nation quotidien, a souligné que ce processus demanderait «quelques semaines de procédures de préparation». Les conscrits devraient être démobilisés «à partir d'avril», a-t-il dit.

07.03.2024, 19h30

Zelensky juge la Suède «mieux protégée contre le mal russe» en rejoignant l'OTAN

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a estimé jeudi que la Suède était «mieux protégée contre le mal russe» maintenant qu'elle a officiellement rejoint l'OTAN, ce que Kiev espère faire un jour.

«Il est important de noter aujourd'hui qu'un nouvel Etat euro-

péen est devenu mieux protégé contre le mal russe», a-t-il déclaré, réagissant à l'adhésion du pays scandinave à l'Alliance atlantique.

07.03.2024, 17h06

Première procédure en Suisse pour violation des sanctions contre la Russie

Le Ministère public de la Confédération (MPC) a ouvert une procédure à l'encontre d'une entreprise suisse pour violation de sanctions à l'encontre de la Russie. Une porte-parole du MPC a confirmé cette information sur les ondes de la radio alémanique SRF.

Il s'agit de la première procédure que le MPC ouvre pour violation des sanctions prises contre Moscou, a indiqué la SRF.

Concrètement, il est reproché à une entreprise suisse active dans le négoce de matières premières d'avoir contourné via une filiale à l'étranger les sanctions commerciales édictées par la Suisse.

Le MPC n'a pas précisé comment et dans quelle mesure le groupe a violé les sanctions commerciales. Le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) avait enquêté sur cette affaire par le passé.

Articles plus anciens →

ATS/AFP/SIM/EAH/MWE/LMA/IDU/TWI

Vous avez trouvé une erreur? [Merci de nous la signaler.](#)

116953 commentaires